

Direction Régionale  
de l'Environnement,  
de l'Aménagement  
et du Logement  
Languedoc-Roussillon

Service  
Risques Naturels  
et Technologiques

Direction  
Départementale  
des Territoires  
et de la Mer  
Hérault

Service  
Eau et Risques

# PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

**Site des Entrepôts Consorts Minguez ( ECM )**

**Communes de  
BEZIERS et VILLENEUVE-LES-BEZIERS**

## **1 - NOTE DE PRÉSENTATION**

### **ANNEXE 4**

**Avis des Personnes et Organismes Associés**

**Approuvé par arrêté préfectoral n° 2013-I-483 du 6 mars 2013**

<b>Procédure</b>	<b>Prescription</b>	<b>Enquête Publique</b>	<b>Approbation</b>
Élaboration	21 juin 2011	Du 5/11/2012 au 7/12/2012	06/03/2013

## Annexe 4 -Avis des personnes et organismes associés

### LETTRE DE CONSULTATION DES POA



PREFET DE L'HERAULT

Direction régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Languedoc-Roussillon

Montpellier, le 22 MAI 2012

Service des Risques Naturels et Technologiques  
Unité Risques Technologiques Accidentels

Le Directeur régional

à

Nos réf. : SRNT/URTA/PV/2012.186  
Affaire suivie par : Philippe VIALLE  
philippe.vialle@developpement-durable.gouv.fr  
Tél. 04 34 46 67 08 – Fax : 04 34 46 67 36

Mesdames et Messieurs  
Les Personnes et Organismes Associés  
(destinataires in fine)

**Objet :** Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) autour de l'établissement Entrepôts Consorts Minguez sur les communes de Béziers et Villeneuve-Lès-Béziers.

**P.J. :** projet de PPRT, comprenant une note de présentation, un règlement et un plan de zonage réglementaire

Madame, Monsieur,

Par arrêté préfectoral n°2011-I-1401 du 24 juin 2011 le Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) autour du site Entrepôts Consorts Minguez sur les communes de Béziers et Villeneuve-Lès-Béziers a été prescrit en application du code de l'environnement (art. L515-15 et suivants).

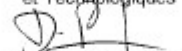
Conformément aux dispositions de l'article R515-40 du Code de l'environnement, le projet de PPRT est soumis à l'avis des Personnes et Organismes Associés.

C'est dans ce cadre que je vous communique le projet de PPRT, afin de recueillir votre avis sur celui-ci. Cet avis devra me parvenir dans un **délai maximum de 2 mois** à compter de la réception de la présente, conformément à l'article susvisé. Passé ce délai, l'avis sera réputé favorable.

Les services de la DREAL et de la DDTM 34 se tiennent naturellement à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le Directeur Régional  
Le Chef du Service des Risques Naturels  
et Technologiques



David PARLONGUE

En provenance de :

Mairie

34420 Vallaurie le 1er

Présenté / Avisé le :

Distribué le :

Signature du destinataire

ou

du mandataire

(Précisez nom et prénom)

RECOMMANDÉ :

AVIS DE RÉCEPTION



Numéro de l'envoi : 1A 064 971 7231 2

Renvoyer à l'adresse ci-dessous :

Départ / 5000 / H.V.

210 Allée Jean V. Fournier  
34000 Montpellier Cedex 2



En provenance de :

Conseil Général 34

34000 Montpellier Cedex

Présenté / Avisé le :

Distribué le :

Signature du destinataire

ou

du mandataire

(Précisez nom et prénom)

COURRIER ARRIVÉ LE :

29 MAI 2012

04 JUIN 2012

CONSEIL GÉNÉRAL

RECOMMANDÉ :

AVIS DE RÉCEPTION

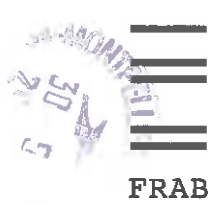


Numéro de l'envoi : 1A 064 971 7232 9

Renvoyer à l'adresse ci-dessous :

Départ / 5000 / H.V.

210 Allée Jean V. Fournier  
34000 Montpellier Cedex 2



En provenance de :

M. de Vercourt  
Organisation de la location en France  
Sainte Consolation  
34000 Montpellier Cedex 2

Présenté / Avisé le :

Distribué le :

Signature du destinataire

ou

du mandataire

(Précisez nom et prénom)

RECOMMANDÉ :

AVIS DE RÉCEPTION



Numéro de l'envoi : 1A 064 971 7230 5

Renvoyer à l'adresse ci-dessous :

LA POSTE 42089A 05-06-12 FRANCE

Départ / 5000 / H.V.

210 Allée Jean V. Fournier  
34000 Montpellier Cedex 2



En provenance de : ~~Encl 6 H. 100-100~~  
~~une belle...~~  
~~...~~

**RECOMMANDÉ :**  
**AVIS DE RÉCEPTION**



Numéro de l'envoi : **1A 064 971 7246 6**



Renvoyer à l'adresse ci-dessous :  
**LA POSTE 42089A 29-05-12 FRANCE**

Présenté / Avisé le : 29/05/12  
Distribué le : 29/05/12  
Signature du destinataire ou du mandataire (Précisez nom et prénom) : [Signature]

500 Allée Jean V. P. 100-100  
34064 Montpellier Cedex 2

En provenance de : ~~Hotel Region~~  
~~...~~  
~~34064 Montpellier Cedex 2~~

**RECOMMANDÉ :**  
**AVIS DE RÉCEPTION**



Numéro de l'envoi : **1A 064 971 7228 2**



Renvoyer à l'adresse ci-dessous :  
**LA POSTE 39831A 30-05-12 FRANCE**

Présenté / Avisé le : 29 MAI 2012  
Distribué le : 29 MAI 2012  
Signature du destinataire ou du mandataire (Précisez nom et prénom) : [Signature]

**CONSEIL REGIONAL DU LANGUEDOC-ROUSSILLON**  
**29 MAI 2012**  
**SERVICE DU COURRIER ARRIVÉE**

Dual / S. P. N. T. / P. H. V  
500 Allée Jean V. P. 100-100  
34064 Montpellier Cedex 2

En provenance de : ~~M. G. N. 100-100~~  
~~...~~  
~~34064 Montpellier Cedex 2~~

**RECOMMANDÉ :**  
**AVIS DE RÉCEPTION**



Numéro de l'envoi : **1A 064 971 7242 8**



Renvoyer à l'adresse ci-dessous :  
**LA POSTE 42089A 30-05-12 FRANCE**

Présenté / Avisé le : 30/05/12  
Distribué le : 30/05/12  
Signature du destinataire ou du mandataire (Précisez nom et prénom) : [Signature]

Dual / S. P. N. T. / P. H. V  
500 Allée Jean V. P. 100-100  
34064 Montpellier Cedex 2

En provenance de : ~~Comité Quartier Montmarion~~

RECOMMANDÉ :  
AVIS DE RÉCEPTION



Numéro de l'envoi : 1A 064 971 7229 9

FRAB

34500 BEZIERS

LA POSTE 42089A 29-05-12 FRANCE

Renvoyer à l'adresse ci-dessous :

Dual / S... / B.V.

Présenté / Avisé le :  
Distribué le :  
Signature du destinataire ou du mandataire (Précisez nom et prénom)

*[Signature]*

En provenance de : ~~Syndicat Inter-Communal  
R. Lenoir~~

RECOMMANDÉ :  
AVIS DE RÉCEPTION



Numéro de l'envoi : 1A 064 971 7233 6

FRAB

34500 BEZIERS

LA POSTE 42089A 29-05-12 FRANCE

Renvoyer à l'adresse ci-dessous :

Dual / S... / B.V.

Présenté / Avisé le :  
Distribué le :  
Signature du destinataire ou du mandataire (Précisez nom et prénom)

*[Signature]*

En provenance de : ~~M. de Quartier Dure~~

RECOMMANDÉ :  
AVIS DE RÉCEPTION



Numéro de l'envoi : 1A 064 971 7245 9

FRAB

34500 BEZIERS

LA POSTE

42089A

Renvoyer à l'adresse ci-dessous :

29-05-12

Présenté / Avisé le :  
Distribué le :  
Signature du destinataire ou du mandataire (Précisez nom et prénom)

*[Signature]*



SPD M. de Quartier Dure  
34500 BeziERS



En provenance de :

~~CABOT  
ES 30567~~

RECOMMANDÉ :  
AVIS DE RÉCEPTION



Numéro de l'envoi : 1A 064 971 7248 0

FRAB



Renvoyer à l'adresse ci-dessous :

LA POSTE 42089A 30-05-12 FRANCE

Dre al / SART / Phv

52p Alice Houx 11 yf. Houx,  
34064 Pont fleury 6424

Présenté / Avisé le : 30/5/12  
Distribué le : 30/5/12  
Signature du destinataire ou du mandataire  
(Précisez nom et prénom)

## AVIS DE LA COMMUNE DE BEZIERS

REPUBLIQUE FRANCAISE



CM 120625 D053

VILLE DE BEZIERS

SEANCE du CONSEIL MUNICIPAL DU 25 JUIN 2012

EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS

Envoyé en préfecture le 03/07/2012  
Reçu en préfecture le 03/07/2012  
Affiché le

SLO

L'an deux mille douze et le vingt cinq juin à dix-huit heures, le Conseil Municipal s'est réuni en Séance Publique sous la Présidence de Monsieur Raymond COUDERC, Maire.

Etaient présents : Melle SCHMITT, Mme VALAIZE, M. DIMUR, Mme CROUZET, Mme BARTHES, Mme CARRIERE, M. CORBIERE, Mme HORTOLAND, M. NOUGARET, M. OULES, Adjoints, M. SIMON, Mme GASQUET, M. ORLANDINI, Mme LEMMI, M. GIGONE, Mme PERINI, M. MIALLET, M. TATA, Mme MUR, Mme ANGLADE, M. GELLY, Mme CAUVIN, Mme AGUGLIARO, M. DESFOUGERES, Mme TOURE-BIALEK, M. VALETTE, M. GUIRAUD, Mme ALLAOUI, Mme ROQUIE, M. DU PLAA, M. CALLAMAND, M. RICARD, M. COUQUET, M. POLLET, Conseillers Municipaux.

Etaient absents excusés, représentés par mandat : M. ABOUD, M. PINAZZA, M. FONTES, Mme VANDROY, Adjoints, M. NIEL, Mme CHIFFRE-ABIAD, Mme HESSINI, M. PELAGATTI, M. ONDERWATER, Melle BELKACEM, Mme GASC-RATNEY, Mme CHARPENTIER, Mme TASTAVY, Conseillers Municipaux.

Etait absente : Mme SOUBIES, Conseillère Municipale

Le Conseil Municipal a choisi pour secrétaire : Mme Fatima ALLAOUI

Pôle : ESPACES PUBLICS ET DEVELOPPEMENT DURABLE

Service : Environnement - Hygiène

Réf. Service : ng/ng-n° 307

Nomenclature acte :

OBJET : 53 - ENVIRONNEMENT - Plan de Prévention des Risques Technologiques des Entrepôts Consorts Minguéz

Mesdames, Messieurs,

Le risque industriel est une notion induite par la présence d'une installation utilisant des substances ou des procédés dangereux, sur un territoire où se retrouvent également des enjeux humains, environnementaux et matériels.



Envoyé en préfecture le 03/07/2012

Reçu en préfecture le 03/07/2012

Attesté le 03/07/2012

Les entreprises les plus préjudiciables sont classées Seveso seuil haut et la loi 2003-699 du 30 juillet 2003 a institué, pour ces établissements, l'élaboration de Plans de Prévention des Risques Technologiques : les PPRT.

Complémentaires des mesures de réduction du risque à la source mises en oeuvre par les industriels concernés, les PPRT visent à définir les règles d'urbanisation des zones autour de ces entreprises dans le but de protéger la population et les biens situés aux abords, en cas d'accident majeur.

Les services de l'Etat ont élaboré un projet de PPRT pour la société Minguez, entreprise de stockage de produits phytosanitaires, située à Villeneuve les Béziers, en limite de notre commune. En cas d'accident majeur, l'installation peut être soumise à des effets thermiques dus à l'incendie ou à des effets toxiques provoqués par le dégagement de fumées, qui impacteront notre territoire.

#### 1. PPRT des Entrepôts Consorts Minguez.

##### • Définition du périmètre d'étude

L'étude de danger a ainsi permis de définir une cartographie des aléas (cf. annexe 1) pour tout type d'effets confondus et d'établir un périmètre d'exposition aux risques (cf. annexe 2).

##### • Détermination du zonage brut.

Un zonage brut est déterminé après la prise en compte des enjeux humains, environnementaux ou matériels présents à l'intérieur du périmètre.

Il n'y a pas de particuliers résidant sur la zone mais 21 activités industrielles ou établissements recevant du public, représentant 390 personnes.

3 grandes zones ont été définies :

- zone grise : zone d'interdiction stricte (effets létaux)
- zone rouge : zone d'interdiction forte (effets létaux)
- zone bleue : zone des effets irréversibles avec autorisation sous conditions

Il n'y a aucune mesure foncière d'expropriation ou de délaissement proposée pour le PPRT des Entrepôts Consorts Minguez.

##### • Zonage réglementaire (annexe 3) et proposition de règlement.

Un règlement a été rédigé par les services de l'Etat, notamment la DDTM.

Il a pour but de répondre aux orientations suivantes : limiter la vulnérabilité des biens et des personnes tout en permettant le maintien des activités économiques et la possibilité de développement sous conditions.

Ainsi, quelque soit la zone, aucune habitation ne pourra s'implanter dans le périmètre.

De manière générale, des mesures de protection du bâti et des occupants seront à mettre en place pour les constructions nouvelles et l'existant :

- effets thermiques : zone R1 et R2  
Protection permanente des bâtiments face à un feu continu
- effets toxiques : zones R1, R2, B1 et B2  
Mise en oeuvre d'un local de confinement.

Les travaux de réduction de la vulnérabilité du bâti neuf ou existant (lieu de confinement et protection thermique) devront faire l'objet d'une étude particulière préalable, à la charge des

propriétaires, qui détermine les conditions de réalisation.

Pour l'aménagement de l'existant, ces travaux devront être réalisés dans un délai maximal de 5 ans après l'approbation du PPRT. L'obligation d'investissement est limitée à 10% de la valeur vénale du bien concerné.

Envoyé en préfecture le 03/07/2012

Reçu en préfecture le 03/07/2012

Affiché le 03/07/2012

Pour la commune de Béziers, ce règlement impacte 4 entreprises : la Sra Savac, Loueurs de France, l'imprimerie Estrabols et Yapi construction.

## 2. Déroulement de la procédure d'élaboration du PPRT.

Dans le cadre de la concertation publique, ce projet est mis en consultation à la Mairie et a donné lieu à une réunion d'information, destinée principalement aux entreprises impactées.

Il a également fait l'objet d'une réunion du Comité Local d'Information et de Concertation (CLIC) du Capiscol.

Par ailleurs, le projet de zonage et de règlement est soumis à l'avis du Conseil municipal dans le cadre de la concertation avec les différentes personnes et organismes associés à son élaboration (collectivités, industriel, associations ...).

Après enquête publique et une fois le projet finalisé, le Plan de Prévention des Risques Technologiques des Entrepôts Consorts Minguez devra être approuvé par Arrêté du Préfet.

Ce document, valant servitude d'utilité publique sera alors annexé au Plan Local d'Urbanisme pour application du plan.

Tous les deux ans au moins, à compter de l'approbation du présent PPRT, les Maires des communes de Béziers et de Villeneuve-Lès-Béziers organiseront l'information des populations sur l'existence et le contenu du présent PPRT, suivant des formes qui leur paraîtront adaptées.

Après lecture de cet exposé, il vous est proposé :

- d'émettre un avis favorable au projet de PPRT pour les Entrepôts Consorts Minguez, au vu des mesures prises pour assurer la protection des personnes en cas d'accident majeur tout en permettant le maintien et la possibilité de développement des activités économiques sur le territoire Biterrois.

Cette affaire a été présentée en Commission des Travaux, de l'Aménagement Urbain, de l'Environnement et du Foncier.

Votants : 48

Pour : 41

Abstentions : 7

Le Conseil adopte à l'unanimité des suffrages exprimés

Ainsi délibéré à Béziers, les jour, mois et an susdits

Pour expédition conforme

Pour le Maire, par délégation,  
Conseillère Municipale déléguée  
Huguette PERINI



# AVIS DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMÉRATION BEZIERS MEDITERRANEE

## REPUBLIQUE FRANCAISE COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION BEZIERS MEDITERRANEE

EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS du CONSEIL COMMUNAUTAIRE

SEANCE DU 26 JUILLET 2012

### QUESTION n° 31

OBJET : PARC DU CAPISCOL - PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES  
TECHNOLOGIQUES DES ENTREPÔTS CONSORTS MINGUEZ.

Référence Service : PDEV / DDE / IMMO

Rapporteur : **M. Philippe ROUGEOT**

L'an deux mille douze et le vingt-six juillet à dix-huit heures, le Conseil Communautaire s'est réuni en Séance Publique sous la Présidence de Monsieur Raymond COUDERC, Président.

#### **Etaient présents :**

##### Messieurs les Vice-Présidents

Bernard AURIOL, Alain BIOLA, Guy COMBES, Jean-Paul GALONNIER, Gérard GAUTIER, Robert GELY, Henri GRANIER, Frédéric LACAS, Alain ROMERO, Philippe ROUGEOT, Alain SENEGAS, Michel SUERE.

##### Mesdames et Messieurs les Conseillers Communautaires titulaires

Elie ABOUD, Didier AMADOR, Marie-Hélène ANGLADE, Guy ASSEMAT, Béatrice CARAL, Geneviève CARRIERE, Bernard CHAUD, Jean-François COMBES, Florence CROUZET, Michel GELLY, Jean-Yves LE BOZEC, Arnaud MARTY, Jean ORLANDINI, Claude PATIN, Jean-Pascal PELAGATTI, André PEREZ-BLANC, Francis PERNET, Cyr PESIER, Roselyne PESTEIL, René PINAZZA, Yvon SEGUIN, Ariane SOTO, Michel TATA, Christophe THOMAS, Monique VALAIZE.

##### Mesdames les Conseillères Communautaires suppléantes

Jacqueline MUR,  
Pierrette GASQUET,  
Magali PALERMO.

#### **Etaient absents et suppléés :**

##### Madame et Messieurs les Conseillers Communautaires titulaires

Georgette BARTHES,  
Yves DIMUR,  
Jacques DUPIN.

#### **Etaient absents et avaient donné procuration :**

##### Madame et Messieurs les Conseillers Communautaires titulaires

Huguette PERINI à Florence CROUZET,  
Francis GISONE à Elie ABOUD,  
Gérard NIEL à Marie-Hélène ANGLADE,  
Gilbert OULES à Jean-Pascal PELAGATTI,  
Gérard ROQUES à Michel SUERE,  
Serge SANTA à Henri GRANIER,  
Norbert SIMON à Geneviève CARRIERE.

SOUS-PREFECTURE BEZIERS  
RECUE  
- 1 AOUT 2012  
Bureau des Politiques  
Publiques

**Etaient excusés :**

Madame et Monsieur les Conseillers Communautaires titulaires

Florence TAILLADE,  
Daniel BALLESTER.

Le Conseil Communautaire a choisi pour secrétaire de séance : Jean-Pascal PELAGATTI.

Mesdames, Messieurs,

Trois entreprises sont classées Seveso seuil haut sur le parc d'activité du Capiscol : Gazechim, SBM Formulation et les Entrepôts Consorts Minguez (ECM).

La Loi du 30 juillet 2003 relative à la « prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages » a institué, pour ces établissements, l'élaboration de Plans de Prévention des Risques Technologiques (PPRT).

Le rôle du PPRT est :

- D'identifier les risques technologiques en présence.
- D'évaluer les enjeux de protection de la population.
- De définir les règles d'utilisation des sols afin de concilier développement territorial et protection des populations.

Les principaux objectifs sont ainsi de limiter l'exposition des populations aux risques, et de maîtriser l'urbanisation autour des sites concernés.

Complémentaires des mesures de réduction du risque à la source, mises en œuvre par les industriels concernés, les PPRT proposent 3 types de mesures :

- Mesures urbanisme – réglementation des projets (interdiction, autorisation sous conditions),
- Mesures foncières : expropriation ou délaissement,
- Mesures de protection : mesures d'aménagement (salle de confinement, travaux de mise en sécurité) et mesures d'utilisation.

Les PPRT comprennent : une note explicative, un plan de zonage et un règlement.

Deux PPRT sont en projet sur le parc du Capiscol :

- Un PPRT pour les entreprises SBM Formulation et Gazechim.
- Un PPRT pour les Entrepôts Consorts Minguez (ECM).

La présente délibération porte sur le projet de PPRT d'ECM, entreprise de stockage de produits phytosanitaires située sur la commune de Villeneuve-les-Béziers, et pour lequel l'avis de la Communauté d'Agglomération est aujourd'hui sollicité.

**1. PPRT des Entrepôts Consorts Minguez**

**Définition du périmètre**

La délimitation du périmètre s'appuie sur l'étude de danger réalisée par l'entreprise, la cartographie des aléas (cf. annexe 1) pour tous les types d'effets confondus (thermiques et toxiques) et le périmètre d'exposition aux risques (cf. annexe 2).

Aucune habitation n'est recensée dans ce périmètre, mais 21 activités industrielles ou établissements recevant du public, soit potentiellement 390 personnes qui peuvent être présentes sur site.

### Détermination du zonage

Un zonage à l'intérieur de ce périmètre a été déterminé en prenant en compte les enjeux humains, environnementaux ou matériels présents, et, en fonction de la cartographie, les aléas (Annexe 3).

Le règlement du PPRT d'ECM prévoit 5 niveaux de zonage :

- 1 zone grise : zone d'interdiction stricte (effets létaux) correspondant à l'emprise d'ECM
- 2 zones rouges (R1 et R2) : zone d'interdiction forte (effets létaux)
- 2 zones bleues (B1 et B2) : zone des effets irréversibles avec autorisation sous conditions

**Aucune mesure foncière** n'est proposée pour le PPRT des Entrepôts Consorts Minguez.

De manière générale, des mesures de protection du bâti et des occupants seront à mettre en place pour les constructions nouvelles et l'existant :

- effets thermiques : zone R1 et R2

Protection permanente des bâtiments face à un feu continu.

- effets toxiques : zones R1, R2, B1 et B2

Mise en œuvre d'un local de confinement.

Les travaux de réduction de la vulnérabilité du bâti neuf ou existant (lieu de confinement et protection thermique) devront faire l'objet d'une étude particulière préalable, à la charge des propriétaires, qui détermine les conditions de réalisation.

Pour l'aménagement de l'existant, ces travaux devront être réalisés dans un délai maximal de 5 ans après l'approbation du PPRT. L'obligation d'investissement est limitée à 10% de la valeur vénale du bien concerné.

Concernant les mesures d'utilisation, l'augmentation de la population est soit interdite (zone rouge) soit limitée (zone bleue) à 10% du nombre de personnes présentes dans l'entreprise à la date d'approbation du PPRT avec un minima de 2 personnes.

### 2. Déroulement de la procédure d'élaboration du PPRT

Dans le cadre de la concertation publique, ce projet a été mis en consultation dans les mairies et à la CABM, et a donné lieu à une réunion d'information, destinée principalement aux entreprises impactées le 18 juin 2012.

Il a également fait l'objet d'une réunion du Comité Local d'Information et de Concertation (CLIC) du Capiscol.

Par ailleurs, le projet de zonage et de règlement est soumis à l'avis du Conseil Communautaire dans le cadre de la concertation avec les différentes personnes et organismes associés à son élaboration (collectivités, industriel, associations ...).

Après enquête publique et une fois le projet finalisé, le Plan de Prévention des Risques Technologiques des Entrepôts Consorts Minguez devra être approuvé par Arrêté du Préfet.

Ce document, valant servitude d'utilité publique sera alors annexé au Plan Local d'Urbanisme des communes concernées pour application du plan.

Ceci exposé, il vous est proposé :

- D'émettre un avis favorable sur le projet de PPRT des Entrepôts Consorts Minguez, au vu des mesures prises pour assurer la protection des personnes en cas d'accident majeur tout en permettant le maintien et la possibilité de développement des activités économiques du parc d'activité.
- D'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil prend acte,

Ainsi délibéré à Béziers, les jour, mois et an susdits

Pour expédition conforme,

Le Président,

Robert GELY  
10ème Vice-Président  
Délégué aux Finances, à l'Administration Générale  
et aux affaires juridiques



SOUS-PREFECTURE BEZIER  
RECUE

- 1 AOÛT 2012  
Bureau des Politiques  
Publiques



## ENTREPOTS CONSORTS MINGUEZ

SARL au capital de 100 000 €

LOGISTIQUE

Z.I. du Capiscol - Rue Babeuf

34500 - BEZIERS

COURRIER ARRIVÉ LE

26 JUIL. 2012

PCa / PV  
C

DREAL LANGUEDOC ROUSSILLON

Services Risques Naturels et Technologiques

520 allées Henri II de Montmorency

34064 MONTPELLIER Cedex 02

Béziers, le 24 juillet 2012.

A l'attention de M. Philippe VIALLE

**Objet :** Compte rendu de la séance du 20 juin 2012

Avis du CLIC sur projet de PPRT

Monsieur,

Nous accusons réception du compte rendu du Comité Local d'Information et de Concertation (CLIC) concernant le parc d'activité du Capiscol.

Nous donnons un avis favorable et sans réserves à l'attribution du P.P.R.T. nous concernant.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Cordialement.

Mme HOUPLIER Nicole

Gérante

Mme HOUPLIER

TEL: 04.67.62.31.53. - FAX: 04.67.11.01.70.

E.C.M. - INSTALLATIONS CLASSEES SEVESO - R.C.S. BEZIERS B 395 145 576 - A.P.E. 631E



## AVIS DU CLIC DU 20 JUIN 2012

# CLIC (COMITÉ LOCAL D'INFORMATION ET DE CONCERTATION) DE LA ZONE INDUSTRIELLE DU CAPISCOL

---

## Réunion du 20 juin 2012

---

### ***1 ORDRE DU JOUR***

- Bilans annuels des sociétés Entrepôts Consorts Minguez, Gazechim et SBM Formulations,
- Bilan d'activités de l'inspection des Installations Classées,
- Actualités du PPRT,
- Avis du CLIC sur les documents projet du PPRT autour du site Entrepôts Consorts Minguez,
- Présentation de la Cellule Mobile d'Intervention pour les risques Chimiques (CMIC)
- Points divers.

Liste des participants en annexe

## 1. Bilan annuel 2011 de chaque entreprise

### a. Entrepôts Consorts Minguez

En préambule, M. Jean MINGUEZ rappelle les caractéristiques de l'entreprise : nature de l'activité, effectif, installations et autorisations préfectorales. Il détaille les actions de prévention qui ont été menées au cours de l'année 2011 :

- refonte du système d'audit ;
- modification de la revue de direction ;
- vérification des acquis relatifs à la sécurité ;
- exercice POI en situation accidentelle inédite.

M. Jean MINGUEZ mentionne l'inspection réalisée par la DREAL le 11 mars. Le 18 avril, les Entrepôts Consorts Minguez ont répondu aux dix observations qui en ont découlé, soit six concernant l'audit interne et quatre mineures portant sur la présence et la gestion des Éléments des Importants pour la Sécurité (EIPS). S'est ajoutée la visite, le 24 mars, des Inspecteurs de GAN Assurances qui ont émis trois observations :

- nature du grillage clôturant le site ;
- protection des vannes de l'IEAMHF contre le vandalisme ;
- persistance de la mise en demeure notifiée par arrêté préfectoral en 2009.

M. Jean MINGUEZ dresse le bilan du SGS (Système de Gestion de Sécurité) et met en exergue les améliorations suivantes :

- formations visant à vérifier les acquis relatifs aux premières interventions et à la lutte contre l'incendie, à la mise en œuvre de moyens complémentaires de lutte contre un sinistre, à l'intervention sur une situation accidentelle inédite, au renouvellement du CACES du cariste ;
- s'agissant des moyens techniques, analyse du retour d'expérience externe à partir de la base BARPI, ainsi que du retour d'expérience interne, suivie d'actions correctives et préventives ;
- dépenses consacrées à la sécurité, en particulier pour la réactualisation quinquennale de l'étude de dangers, l'acquisition de matériels supplémentaires de lutte contre l'incendie, la rénovation des EPI, le rajeunissement des installations et des IPS, le remplacement du paratonnerre.

M. Jean MINGUEZ complète ce bilan par l'exercice réalisé sur l'hypothèse d'un incident de manutention sur un véhicule en cours de déchargement, avec des produits réactifs à l'eau et à l'humidité, susceptibles d'émettre des gaz très toxiques. Une stratégie a été développée, misant sur des actions réflexes : évacuation, protection, intervention, mesures de précaution, secours aux personnes exposées. Il a été décidé que tout intervenant sur un sinistre de ce type devait être protégé.

M. Jean MINGUEZ signale que des actions d'information du public ont été menées, moyennant trois axes :

- refonte du PPI en cours ;
- suivi de l'évolution de l'occupation des locaux voisins ;
- distribution de plaquettes aux nouveaux arrivants.

M. Jean MINGUEZ affirme qu'aucun incident ou accident impliquant des matières dangereuses n'est survenu. De même, aucun accident du travail n'est à déplorer. En revanche, il fait part des événements suivants, lesquels n'ont pas été toutefois en lien avec une **occurrence** de déconfinement ou d'incendie de matière dangereuse :

- en janvier, perte du signal GSM Dialcom ;
- en février, microcoupure d'électricité en 220 V ;
- en mars, défection de la batterie du GSM Dialveil ;
- en avril, perte durant 45 secondes du signal émis par le GSM Dialveil.

M. Jean MINGUEZ observe que ces événements n'ont pas porté atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Cependant, des actions correctives et préventives ont été menées :

- réinitialisation du GSM Dialcom et réarmement du système ;
- réarmement des systèmes ;
- remplacement de la batterie du GSM Dialveil ;
- réarmement du système, le signal s'étant rétabli automatiquement.

M. Jean MINGUEZ donne des précisions sur le programme d'objectifs de réduction des risques qui a été décliné en 2011. Ceux-ci ont porté sur la vérification des acquis des personnels concernant une éventuelle situation accidentelle inédite. Par ailleurs, la Direction du site et le GT d'ECM ont décidé de ne plus entreposer ni faire transporter des produits qui, au contact de l'eau ou de l'humidité de l'air, dégagent des gaz très toxiques. Enfin, l'ancien paratonnerre a été remplacé par un modèle dont le dispositif d'amorçage est auto-testable par télécommande.

M. Jean MINGUEZ informe le CLIC que l'installation n'a fait l'objet d'aucune décision administrative en 2011. En accord avec l'arrêté du 5 octobre 2010, le SGS a été actualisé, le 5 décembre 2010, en collaboration avec le CETE Apave Sudeurope. Il a ensuite été complété, en avril 2011, par la refonte du système d'audit et la création d'un audit interne spécifique. M. Jean MINGUEZ précise que la réactualisation quinquennale de l'étude de danger a été confiée au CETE Apave Sudeurope et qu'elle sera disponible au cours du deuxième trimestre 2012.

M. Nicolas DE MAISTRE invite l'assemblée à exprimer ses éventuelles questions ou observations.

*Personne ne se manifeste.*

M. le sous-préfet relève l'attente de GAN assurances concernant la qualité des clôtures et souhaite obtenir des précisions.

M. Jean MINGUEZ répond que l'ancien grillage a été remplacé, conformément à la demande de l'assureur, par du grillage en fil torsadé, lequel est censé être plus difficile à couper. Néanmoins, M. Jean MINGUEZ estime que tout type de grillage peut être sectionné.

## **b. Gazechim**

M. Eric POUJOL indique les actions de prévention des risques qui ont été réalisées au cours de l'année 2011 :

- rénovation d'une partie de l'armoire électrique de l'automate de sécurité ;
- mise en conformité des installations de protection contre la foudre ;
- contrôles d'épaisseurs sur des canalisations de gaz corrosifs ;
- formation du personnel à la sécurité.

M. Eric POUJOL présente le bilan du SGS, indiquant tout d'abord que l'audit interne a porté sur la formation et l'information relatives à la sécurité, sur le contrôle du SGS et sur la gestion des situations dégradées. A la suite de cet audit, aucune demande d'action corrective ni remarque n'a été formulée.

M. Eric POUJOL fait part des deux exercices POI qui ont été réalisés en 2011. S'agissant de la lutte contre l'incendie, il a été recommandé que l'entreprise acquière des tuyaux supplémentaires, de moindre longueur que ceux dont elle disposait déjà. A la suite de l'exercice portant sur l'hypothèse d'une fuite à partir d'une canalisation reliée à la cuve d'ammoniac, il a été établi que l'accessibilité à la vanne « trois voies » devait être améliorée. Celle-ci permet de purger tout l'air du site et, ainsi, de mettre l'installation en sécurité.

Treize personnes ont été formées à la sécurité. S'agissant de l'efficacité du SGS, vingt actions ASE ont été menées, dont 35 % avaient une visée corrective, 65 % sont orientées sur des améliorations.

Au titre des incidents et accidents, M. Eric POUJOL signale une anomalie d'exploitation survenue en décembre 2011, ayant consisté en une légère émission d'acide chlorhydrique lors d'une opération de mise en eau d'un cylindre, celui-ci ayant été préalablement identifié par le client comme étant vide et dégazé. Aucune conséquence humaine, matérielle ou environnementale n'a été à déplorer.

M. Eric POUJOL précise les actions de réduction des risques qui ont été décidées en 2011, pour l'année 2012 :

- acquisition d'une nouvelle aspiration au poste de dégazage d'acide chlorhydrique ;
- séparation physique entre l'usine et les bureaux ;
- suite au retour d'expérience à la suite de l'accident survenu en région PACA, mise en place d'un automate d'appel pour la gestion de l'alerte ;
- installation de nouveaux détecteurs de gaz près des zones de stationnement des isoconteneurs de dioxyde de soufre et des sphères contenant de l'acide chlorhydrique.

M. Jean-Pierre GALTIER ne se dit pas persuadé que la société Gazechim révèle toute la vérité.

M. Eric POUJOL assure au contraire agir en toute transparence, arguant que M. Jean-Pierre Galtier en personne a eu l'occasion de se rendre sur place.

M. Jean-Pierre GALTIER évoque l'hypothèse selon laquelle du personnel administratif aurait été délocalisé du deuxième site de Béziers hors parc d'activité vers le site du Capiscol.

M. Eric POUJOL dément ce qui n'est qu'une rumeur.

M. Jean-Pierre GALTIER déplore que le CLIC, contrairement à sa vocation première, n'ait pas été informé de la mise en demeure prononcée en 2011 à l'encontre de Gazechim.

Rappelant que cette mise en demeure a été évoquée en 2011, M. Eric POUJOL souligne que l'entreprise s'attache à expliciter les faits et les actions menées.

M. Jean-Pierre GALTIER précise que ses reproches ne sont pas adressés spécialement à Gazechim, mais avant tout à l'Administration. En effet, il suppose que les injonctions émanant de la DREAL révèlent de véritables problématiques

M. Pierre CASTEL souligne que le site internet <http://www.installationsclassees.developpement-durable.gouv.fr/> donne accès à tous les actes et rapports administratifs, dont les arrêtés relevant des installations classées. Il s'engage à ce que, à partir de l'été 2012, les mises en demeure soient également en ligne.

M. Philippe VIALLE explique que la mise en demeure ici évoquée ne revêtait aucun caractère d'urgence ni péril imminent, elle constitue un rappel aux prescriptions et une obligation de mise en conformité. Compte tenu de ces éléments, il a été choisi d'en informer le CLIC à l'occasion de la présente réunion. M. Philippe VIALLE ajoute que cette mise en demeure a toutefois été affichée comme il se doit, dans les locaux de l'exploitant et en mairies.

M. Jean-Pierre GALTIER maintient que l'Administration aurait dû adresser un courrier aux membres du CLIC.

M. le sous-préfet considère que la présente réunion atteste de la volonté de transparence. Il note aussi que la publication sur internet, prochainement systématique, de toute mise en demeure était de nature à satisfaire M. Jean-Pierre GALTIER. M. le sous-préfet poursuit en expliquant que le juste milieu, entre le souci de transparence et la nécessaire confidentialité, n'est pas toujours facile à trouver.

Par ailleurs, M. Pierre CASTEL annonce le plan quadriennal qui vient d'être engagé par le Ministère et qui vise à la modernisation des installations, étant constaté le vieillissement du parc industriel français. Dès 2012, des contrôles seront effectués certains équipements potentiel de danger, en particulier sur les réservoirs de stockage. Au-delà de 2012, l'inspection des installations classées procèdera à des visites régulières. M. Pierre CASTEL prévoit que ce nouveau plan aura des répercussions sur les trois entreprises ici présentes.

### **c. SBM Formulation**

M. Cyril VAN-CANEGHEM évoque les faits marquants de l'année 2011 :

- activité satisfaisante, avec 16 000 tonnes produites ;
- implantation, sur la zone non reconstruite, d'une structure légère afin de stocker des matières incombustibles ;
- aménagement d'une ligne de production de granulés à l'intérieur d'un bâtiment existant.

M. Cyril VAN-CANEGHEM affirme qu'aucun accident portant conséquence à l'extérieur des limites de propriété ne s'est produit. Seuls les incidents internes suivants sont à noter :

- fuites dans un atelier ayant suscité des bilans de santé à l'hôpital pour un certain nombre de salariés, un plan d'actions validé par les autorités et un projet en matière de santé, d'hygiène et de sécurité à déployer en 2012, en particulier à l'attention des intérimaires ;
- épandage de 500 litres d'eaux de lavage à l'extérieur des ateliers et débordement de cuve dans sa rétention, ayant conduit au nettoyage immédiat des installations.

M. Cyril VAN-CANEGHEM précise les améliorations effectives :

- cloisonnement des postes de charge dans les bâtiments G et I afin d'éviter la dispersion des poussières, démarche qui répond davantage à une problématique d'hygiène et de sécurité, que d'environnement, et qui est poursuivie en 2012 ;
- mise en place d'un badgeage magnétique à l'entrée du site, permettant de connaître en permanence le nombre de personnes présentes sur le site ;
- lancement d'audits mensuels HSE sur le terrain ;
- rédaction de guides de consignation pour chaque atelier ;
- instauration de relevés mensuels des consommations d'énergie par atelier ;
- poursuite de la démarche Reach par la systématisation de la confirmation de l'enregistrement des fournisseurs.

M. Cyril VAN-CANEGHEM dresse le bilan du SGS :

- formations régulières, notamment vis-à-vis du risque chimique ;
- formation au management de la sécurité ;
- formation HSE destinée au personnel intérimaire ;
- exercice POI réalisé sur l'hypothèse d'un départ de feu dans l'atelier de formulation des solvants, en présence des pompiers, ainsi que de représentants de l'administration, d'associations et de comités de quartier, suivi d'une visite de site ;
- plusieurs audits et une inspection de la DREAL ;
- revue annuelle de direction et analyse mensuelle de tous les processus et plans d'actions.

M. Cyril VAN-CANEGHEM décline le plan d'actions qui a été élaboré pour 2012 :

- recherche de solutions visant les économies d'énergie ;
- étude en vue du remplacement de la cuve de fioul des chariots ;
- formations ;
- actualisation de l'étude de dangers, intégrant l'évaluation des niveaux de confiance des barrières de sécurité ;

- dans le cadre du plan ministériel de modernisation des installations industrielles, inventaire des équipements concernés et des dossiers de surveillance associés ;
- création d'une porte coupe-feu piétonne au bâtiment I ;
- suite à un audit externe, mise à jour du document relatif à la prévention des dangers liés aux explosions.

M. le sous-préfet propose à l'assemblée d'exprimer ses questions et remarques éventuelles.

*Personne ne se manifeste.*

## **2. Bilan des activités menées en 2011 par l'Inspection des installations classées**

### **d. SBM Formulation**

M. Philippe VIALLE évoque l'inspection sur site du 7 avril, laquelle a été provoquée par l'épandage de produits, suivi d'une intoxication de salariés. Un jour d'arrêt de travail a été prescrit, et des actions correctives ont été réalisées. Pour l'instant, les suites judiciaires ne sont pas connues.

M. Philippe VIALLE indique qu'un second contrôle sur site a eu lieu en juillet, ayant pour thèmes le contrôle du SGS par l'exploitant, les stockages de liquides inflammables, ainsi que les suites données à l'incident et l'inspection du mois d'avril. La DREAL a pu alors objectiver la mise en conformité par rapport aux précédents constats (2010 et 2011) et un axe de progrès en termes de SGS. En revanche, une mise en demeure a été prononcée en raison du manque d'information sur les caractéristiques physiques des rétentions. M. Philippe VIALLE affirme que, depuis, l'exploitant a fourni des éléments attendus. La mise en demeure a également porté sur l'efficacité de la défense incendie de la zone Q qui, à la suite d'un exercice et d'une étude, devrait prochainement être conforme. Ont également été pointées l'absence de formalisation concernant la surveillance de la qualité des eaux souterraines et la position du piézomètre en amont, celui-ci étant indispensable au point zéro requis pour pouvoir comparer cette qualité des eaux. M. Philippe VIALLE relativise ce dernier point par la médiocrité de la qualité de la nappe qui se trouve sous le site et par le fait qu'elle n'est pas utilisée.

### **e. Entrepôts Consorts Minguez**

M. Philippe VIALLE fait part de l'inspection réalisée en mars 2011, laquelle a porté sur le contrôle du SGS par l'exploitant, les stockages de liquides inflammables et les suites données à l'inspection de 2010. Il en est ressorti que les précédents constats ont fait l'objet d'une mise en conformité et que le contrôle du SGS est assorti d'un axe de progrès.

### **f. Gazechim**

M. Philippe VIALLE indique que les thèmes retenus pour le contrôle sur site réalisé en octobre ont été le contrôle du SGS par l'exploitant, les suites données à l'inspection 2010 et la zone de stationnement des wagons. Il a été constaté un axe de progrès pour le contrôle du SGS. En outre, un arrêté de mise en demeure a été pris visant à :

- la réalisation d'un audit réglementaire ;
- le rehaussement d'un pan de clôture ;
- le renfort du contrôle et de l'accueil des véhicules accédant à la partie administrative du site ;
- la mise en place du réseau de détection de gaz sur les emplacements de stationnement, permettant l'exclusion de scénarios du PPRT.

Depuis, ces quatre points ont fait l'objet de mise en conformité par l'exploitant.

M. Robert CLAVIJO demande si les établissements Gazechim et SBM Formulation consomment de l'eau pour leur activité industrielle. Dans l'affirmative, il souhaite obtenir des précisions sur le traitement des eaux usées résultant de cette activité : rejet ou épuration en interne.

M. Philippe VIALLE assure que SBM Formulation dispose des autorisations lui permettant de traiter les eaux de lavage des réacteurs et différents contenants.

Mme Stéphanie DOMENS distingue trois types de consommation d'eau au sein de SBM :

- sanitaire ;
- utilisée pour la fabrication des produits, donc entrant finalement dans la composition de ces produits ;
- à des fins de lavage, ces eaux étant en totalité récupérées dans des containers, puis traitées par des prestataires extérieurs et recyclées en tant que combustible pour des cimenteries, de sorte qu'il n'existe aucun système d'épuration sur le site.

M. Philippe VIALLE rappelle que l'inspection réalisée en 2010 a eu pour thème la gestion des déchets, dont font partie les eaux de lavage. Il ajoute que les seules eaux considérées sont celles qui résultent des process de nettoyage, comme pour SBM Formulation, et des épreuves de réservoirs, comme pour Gazechim.

M. Eric POUJOL explique que les tests en pression hydraulique consistent à remplir les récipients pour les mettre à l'épreuve. Les eaux utilisées à cet effet sont ensuite remises dans un bac de décantation avant d'être rejetées dans le réseau communal, conformément à l'autorisation dont bénéficie l'entreprise. M. Eric POUJOL évoque le deuxième poste de consommation d'eau, celui-ci concernant l'alcali, c'est-à-dire le gaz d'ammoniac neutralisé dans de l'eau, à travers la fabrication d'une solution ammoniacale.

M. Robert CLAVIJO demande si les eaux rejetées dans les égouts sont analysées.

M. Philippe VIALLE mentionne la surveillance qui est assurée par les exploitants selon leur arrêté préfectoral et qui est communiquée à l'administration. De plus, les inspections portent cette année sur le suivi des process consistant à rejeter les eaux usées. M. Philippe VIALLE ajoute que des contrôles incombent au gestionnaire de la station d'épuration mais aussi, en amont du déversement dans le réseau, à Gazechim.

M. Eric POUJOL confirme que, par le biais de la décantation, l'entreprise effectue un contrôle par trimestre.

M. Robert CLAVIJO redoute que des produits toxiques ne soient présents dans les eaux rejetées par Gazechim.

M. Eric POUJOL garantit qu'il n'en est rien puisque les eaux rejetées n'ont été utilisées que pour des rinçages.

M. Philippe VIALLE explique que, en plus des contrôles qui relèvent de l'exploitant, la DREAL, qui dispose d'un laboratoire spécifique, effectue des contrôles inopinés. Il ajoute que la station d'épuration de Béziers n'a à sa connaissance jamais détecté d'anomalie.

M. Robert CLAVIJO attire l'attention sur le fait que la station d'épuration est en capacité de traiter les dérivés organiques, mais non chimiques, par exemple les polluants minéraux.

M. Philippe VIALLE atteste n'avoir reçu aucune alerte de la part de la station d'épuration. Pour autant, il est prévu que la DREAL mène des investigations sur la qualité des eaux.

Dans l'hypothèse selon laquelle la présence de polluants serait démontrée, M. Jean-Pierre GALTIER demande de quelle manière l'entreprise qui en serait la source pourrait être identifiée.

M. Philippe VIALLE répond qu'il n'existe que peu de moyens d'identification. Dès lors qu'un polluant serait identifié au niveau de la station d'épuration, des recherches seraient menées sur le réseau afin d'en cerner au mieux l'émetteur.

M. Philippe VIALLE explique que, si les rejets des entreprises classées sont bien suivis, tel n'est pas le cas des comportements d'autres usagers, lesquels peuvent par exemple se livrer à des vidanges sauvages dans les égouts.

M. Jean-Pierre GALTIER considère qu'aucun des réseaux n'est suffisamment surveillé et que les rejets parasites d'entreprises ne sont malheureusement pas exclus.

Par ailleurs, eu égard aux actes de malveillance, notamment des départs d'incendie volontaires -pour lesquels aucun rapport n'aurait été communiqué-, M. Jean-Pierre GALTIER s'interroge sur la surveillance de la zone industrielle dans son ensemble.

M. le sous-préfet distingue les réflexions d'ordre technique, qui relèvent effectivement du CLIC, des délits qui appellent des décisions individualisées de droit commun. Il serait favorable à la fermeture de la zone industrielle par la Communauté d'Agglomération, à condition que cela n'entrave pas la circulation des personnes qui y travaillent. En outre, M. Nicolas DE MAISTRE explique qu'une action doit toujours être évaluée sous l'angle de la comparaison entre le coût et le gain collectif espéré.

Mme Valérie DUCHIRON observe que, dans la zone industrielle du Capiscol, les entreprises SEVESO sont strictement encadrées, alors que d'autres le sont moins. En dépit des incendies et des vols, il n'est pas envisageable de verrouiller le secteur dont les accès et les horaires en usage sont multiples. Une solution consistant en l'organisation de rondes assurées par la police municipale a été étudiée mais se heurte à une insuffisance d'effectif.

Mme Huguette PERINI souligne que les policiers municipaux ne travaillent pas la nuit.

M. le sous-préfet estime que le raisonnement doit être tenu en termes de priorités, non d'effectifs. De fait, il est établi que la présence nocturne des forces de l'ordre a pour effet immédiat, dans les jours suivants, la diminution des vols. Il est cependant impossible de systématiser quotidiennement la surveillance.

Mme Valérie DUCHIRON indique qu'il est généralement admis que la collectivité n'est pas censée assumer les dépenses inhérentes à la surveillance d'un parc d'entreprises privées. Des systèmes mutualisés entre ces entreprises sont actuellement à l'étude. De tels dispositifs ne pourront être déployés sans la solidarité des établissements entre eux.

M. Nicolas DE MAISTRE s'engage à rester à disposition pour dynamiser l'évolution du dossier, tout en espérant que chacune des différentes parties endossera ses responsabilités. Sans aller jusqu'au verrouillage de la zone industrielle, il suggère la réduction du nombre d'accès à un seul. Quelle que soit la solution qui se dessinerait,

M. Nicolas DE MAISTRE recommande d'en étudier dans un premier temps la faisabilité technique, avant de la soumettre aux entreprises.

### 3. Actualité du PPRT concernant les Entrepôts Consorts Minguez

#### g. Organisation du PPRT

M. Philippe VIALLE précise que la définition des modalités de concertation a découlé des délibérations des communes de Béziers et Villeneuve-lès-Béziers. La documentation a été mise à disposition du public sur le site internet de la DREAL. Le CLIC s'est réuni à huit reprises depuis le mois de novembre 2005 au cours desquelles un point sur l'actualité du PPRT a été réalisé. Actuellement, une phase de concertation de proximité est en cours. Le public peut consulter les documents en mairie et dans les locaux de la CABEM. Ce dernier peut s'exprimer par le biais de registres et boîtes aux lettres électroniques. Une réunion publique s'est déroulée le 18 juin 2012, à laquelle se sont rendus treize participants dont environ la moitié faisait partie des POA ou du CLIC.

La consultation est lancée et il est attendu que les POA rendent leur avis. Parallèlement, la présente réunion a pour objet de présenter le projet, débattre et recueillir l'avis du CLIC. Le projet pourra encore évoluer jusqu'à l'enquête publique. Enfin, l'approbation par arrêté préfectoral est envisagée avant la fin de l'année 2012.

#### h. Projet de PPRT

En préambule, M. Stéphane CARBONNEAUX présente les différents volets inhérents aux PPRT : zonage réglementaire, règlement, note de présentation, éventuelle note de recommandations. Il précise d'ores et déjà que le projet de PPRT concernant les Entrepôts Consorts Minguez est construit sur la distinction de cinq zones. Les mesures foncières et les servitudes d'utilité publiques, qui peuvent être envisagées dans le cadre d'un PPRT, sont ici sans objet. M. Stéphane CARBONNEAUX donne lecture et commente le tableau relatif au projet de règlement par zone. Toutes les zones sont visées par l'interdiction de construire de nouveaux logements. De même, la création d'ERP (Etablissement Recevant du Public) est qualifiée, pour les zones r1, r2, B1 et B2, de « stratégie sensible ». S'agissant des questions d'urbanisme, les zones r1 et r2 sont soumises au principe d'interdiction, tandis que les zones B1 et B2 peuvent faire l'objet d'autorisations sous conditions. En fonction de la nature des aléas pour chaque zone, des prescriptions techniques seront imposées aux bâtis futurs.

Par rapport au bâti existant en zone G, M. Stéphane CARBONNEAUX indique qu'il est géré dans le cadre de la réglementation ICPE. En zones r2, B1 et B2, il sera prescrit de construire un local de confinement. S'ajouteront une protection requise de niveau 3 vis à vis des effets thermiques (impliquant une zone de mise à l'abri) en zone r2 et l'application de recommandations contre les effets thermiques en zone B1.

M. Stéphane CARBONNEAUX informe le CLIC que les travaux prescrits devront être réalisés dans un délai de cinq ans à partir de l'approbation du PPRT mais il sera recommandé de les entreprendre au plus vite. Le coût de ces travaux ne devra pas excéder 10 % de la valeur vénale ou estimée du bien. Aucun aménagement ne sera prescrit en zone r1 compte tenu de l'absence de bâtiment. Dans les trois autres zones, il sera imposé de construire un local de confinement contre les effets toxiques. Contre les effets thermiques, une protection de niveau 3 sera imposée en zone r2, tandis que des recommandations seront prévues dans la zone B1.

M. Nicolas DE MAISTRE demande si les travaux à engager représenteront une charge importante.

Eu égard aux aléas répertoriés et aux objectifs de performance, M. Stéphane CARBONNEAUX explique que des moyens classiques de construction suffiront à assurer le confinement requis : double vitrages et linge mouillé en bas des portes.

M. Philippe VIALLE observe que ce seront finalement les honoraires du bureau d'étude, chargé de valider l'atteinte ou non des objectifs, qui seront les plus onéreux.

M. Nicolas DE MAISTRE souhaite savoir si le coût des travaux a été évalué pour les particuliers.

M. Philippe VIALLE répond par la négative.

M. Nicolas DE MAISTRE craint qu'il ne soit difficile de conjuguer le PPRT et les projets des entreprises, par exemple des extensions.

M. Stéphane CARBONNEAUX reconnaît que les perspectives seront limitées dans les zones r1 et r2. Les éventuelles extensions ne seront autorisées que si elles n'impliquent pas d'augmenter le nombre d'utilisateurs et si les moyens prescrits de protection sur le bâti sont respectés. Ces contraintes seront également appliquées aux zones B1 et B2.

M. Stéphane CARBONNEAUX explicite le principe général adopté : maîtriser l'urbanisation sans pour autant stopper le développement économique.

M. Nicolas DE MAISTRE demande si les autres entreprises de la zone industrielle se verront imposer un local de confinement.

M. Philippe VIALLE répond par l'affirmative pour tout bâtiment se trouvant en zone B1 et B2. Il fait part de contraintes plus fortes pour la zone r2.

M. Nicolas DE MAISTRE demande aux industriels présents si l'un d'eux nourrit un projet d'extension.

*Aucun d'entre eux n'envisage d'extension.*



M. Jean MINGUEZ considère qu'il n'est pas possible de construire d'autres bâtiments que ceux qui existent, d'une part parce que les terrains sont saturés, d'autre part parce que les règlements initiaux de la zone industrielle et du lotissement industriel du Capiscol, interdisent toute construction hormis si la présence permanente de personnel est indispensable. En dépit de cela, certains ont construit des bâtiments, par exemple des commerces de détail, et ont ainsi enfreint le règlement interne, ce que M. Jean MINGUEZ regrette fortement.

Par ailleurs, M. Jean MINGUEZ mentionne les servitudes d'utilité publique, lesquelles ont résulté de l'enquête publique qui avait été lancée lorsque les Entrepôts Consorts Minguez envisageaient de construire de nouveaux bâtiments. Il en déduit que, par rapport à ces règlements déjà existants, le PPRT ne fera qu'introduire une obligation de local de confinement, laquelle ne lui paraît pas justifiée car, selon lui, face à un incendie qui surviendrait sur le site ECM, mieux vaudrait que chacun s'enfuit plutôt qu'il ne s'enferme. Enfin, M. Jean MINGUEZ observe que le projet de PPRT ne tient pas compte du sens des vents.

M. Nicolas DE MAISTRE partage cette analyse sur les difficultés de gestion de la cohabitation entre des activités industrielles et des services tertiaires. Pour lui, l'essentiel est que personne ne soit privé de perspectives, du fait d'une multiplication systématique aux abords des établissements présentant des risques.

En outre, M. Nicolas DE MAISTRE remarque que le débat sur le confinement et l'évacuation est somme toute classique et qu'il ne sera probablement pas tranché avant longtemps.

M. Philippe VIALLE indique qu'il ne faut pas opposer confinement et évacuation qui, en définitive, se révèlent complémentaires. Ainsi, s'il peut paraître opportun d'évacuer les personnes le plus rapidement possible, encore faut-il veiller à ne pas créer de goulot d'étranglement. La gestion d'une évacuation n'est pas toujours simple. De même, il peut être vital de réussir à protéger les personnes restées sur le lieu de l'événement durant deux heures avant leur évacuation.

M. Stéphane CARBONNEAUX ajoute que le confinement est approprié lorsque l'évacuation impliquerait de passer par une zone d'aléas très forts, donc d'exposer les personnes outre-mesure.

M. Pierre CASTEL explique que le confinement en tant que mesure réflexe représente la première étape d'un PPI. La phase d'évacuation adoptée comme mesure raisonnée vient de toute façon après le confinement et peut même être différée.

Le Commandant Jérôme BONNAFOUS affirme que le confinement est la solution qui permet aux sapeurs-pompiers d'intervenir avec le plus de latitude et d'efficacité. En effet, la gêne causée par les badauds est ainsi évitée. De plus, l'intervention est techniquement facilitée.

M. Nicolas DE MAISTRE conclut que le principe à retenir est celui du confinement immédiat et de l'évacuation raisonnée, en espérant toutefois que les personnes impliquées sauront faire preuve d'entendement.

M. Robert CLAVIJO souligne que, pour le MNLE, la réflexion reste ouverte. Il considère que le projet de PPRT est déséquilibré car il protège les intérêts d'une seule entreprise, les Entrepôts Consorts Minguez, contre une vingtaine d'autres dont certaines reçoivent du public. Parmi celles-ci un bon nombre sera limité dans ses aspirations tournées vers l'avenir et dans la création d'emplois. En attendant, force est de constater que les vingt entreprises représentent environ 400 emplois, quand les Entrepôts Consorts Minguez n'en ont guère plus de 6.

Ce sont les raisons pour lesquelles M. Robert CLAVIJO recommande que l'entreprise menaçante, plutôt que les entreprises menacées, déménage. Le financement étant public, ce dernier propose que les fonds soient consacrés à la suppression d'un risque industriel, plutôt qu'ils n'entravent le développement potentiel des vingt autres entreprises. C'est aussi, selon M. Robert CLAVIJO la dynamique de l'emploi qui est cassée.

M. Nicolas DE MAISTRE témoigne sa réticence à l'idée de déplacer un établissement. Il est généralement facile de délocaliser un site polluant, mais il est difficile de le réinstaller, c'est-à-dire de lui trouver un emplacement sans l'imposer à d'autres territoires, chacun préférant que l'activité indésirable soit installée chez le voisin.

M. Pierre CASTEL souligne qu'à travers ce projet de PPRT, la loi est respectée et appliquée. De plus, aucune expropriation ou mesure complémentaire ne sera ordonnée et les extensions, si tant est qu'elles soient envisageables puisque le site est déjà saturé, ne seront pas interdites. Tout cela relativise le préjudice évoqué par M. Robert Clavijo.

M. le sous-préfet recommande de ne pas appréhender la situation à partir d'une photographie prise à un instant T, mais de prendre du recul et de considérer tout l'historique. La réflexion élargie pourrait contribuer à répondre à la question de la place de l'industrie dans la région. S'il apparaît que, historiquement, l'industrie mérite de prendre toute sa place en Languedoc-Roussillon, encore faut-il que la mitoyenneté entre deux branches d'activité économique soit viable. M. Nicolas DE MAISTRE conçoit que l'assemblée attende un arbitrage de la part de l'administration, mais ne souhaite pas pousser le raisonnement trop loin, au point par exemple que le développement industriel ne puisse plus être envisagé.

M. Robert CLAVIJO assure que le MNLE n'est pas opposé à toute industrie, raison pour laquelle ce dernier défend davantage la vingtaine d'entreprises du même site, que les Entrepôts Consorts Minguez. Si l'on hiérarchisait les différentes entreprises, M. Robert CLAVIJO préconiserait de ne plus valoriser la production de pesticides qui est synonyme de mort pour les agriculteurs, les consommateurs et les nappes phréatiques. Il cite les agences de l'eau et de bassin qui, elles-mêmes, réclament le retrait des pesticides. M. Robert CLAVIJO prévoit la disparition de cette industrie d'ici aux vingt prochaines années et, par conséquent, ne voit pas l'intérêt de privilégier ce secteur voué à l'échec.

M. Nicolas DE MAISTRE souligne que le Préfet n'a pas pour mission d'interpréter la loi. De même, le CLIC n'est pas censé se substituer à l'Assemblée nationale.

M. Robert CLAVIJO souligne que sa demande ne revêt aucun caractère illégal.

M. Pierre CASTEL cite l'article L. 515-16 qui vise les mesures d'expropriation que peut prendre le Préfet. Cette

#### **4. Avis du CLIC sur les documents projet du PPRT autour du site Entrepôts Consorts Minguez**

*Le CLIC donne un avis favorable au projet de PPRT par onze voix favorables, un avis défavorable (M. Robert Clavijo) et une abstention (M. Jean-Pierre Galtier).*

#### **5. Point sur l'élaboration du PPRT SBM-Gazechim**

M. Stéphane CARBONNEAUX indique que l'étude et la cartographie des aléas sont à ce jour réalisées. L'étude de vulnérabilité est en cours. Une seconde réunion des POA, succédant à celle qui s'est déroulée le 6 juin 2011, sera organisée au cours du deuxième semestre 2012.

M. Pierre CASTEL prévoit la fin de l'étude de vulnérabilité en juillet-août, et la réunion en novembre.

M. Philippe VIALLE informe le CLIC que les objectifs de confinement seront plus conséquents que ceux qui sont fixés à l'égard des Entrepôts Consorts Minguez, notamment parce que les produits concernés sont plus dangereux. A défaut de protection suffisante, des mesures de délaissement ou de prescription de travaux pourront être proposées.

#### **6. Présentation de la CMIC (Cellule Mobile d'Intervention pour les risques Chimiques)**

Le Commandant Jérôme BONNAFOUS invite les participants à se rendre dans la cours afin de découvrir la CMIC.

Le caporal Sébastien BARTHELEMY signale que le véhicule est neuf mais que le matériel qui y est stocké est connu par les sapeurs-pompiers depuis une dizaine d'années. La CMIC est divisée en trois parties : le vestiaire, la zone d'entreposage du matériel et la cellule de réflexion. Dans la première partie, quatre types de tenues étanches, complétées soit par un appareil respiratoire soit par un masque, sont prêtes à être utilisées. Ces tenues sont contrôlées annuellement, ainsi qu'après chaque intervention. Leurs caractéristiques respectives garantissent un certain niveau d'étanchéité. Enfin, le camion est équipé de bâches permettant de ménager un sas qui fait office de vestiaire.

Le caporal Sébastien BARTHELEMY montre tout le matériel qui se trouve dans la CMIC : sur-fût permettant de sécuriser toute substance récupérée lors d'une intervention, plusieurs types de moyens d'étanchéisation (adapté à une bouche d'égout, à une citerne, etc), bacs de rétention permettant la décontamination des tenues, différents types d'obturateurs, appareillage visant à supprimer le risque d'explosion, dispositifs de serrage. S'ajoutent les outils et détecteurs permettant différents types de relevés, ainsi que la documentation qui fait office d'aide à la décision. Les prélèvements ne sont réalisés que sur ordre de la police.


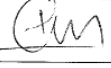

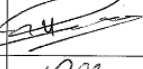



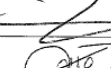


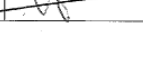
Le caporal Sébastien BARTHELEMY précise que ces équipements sont utilisés une fois par semaine, lors des entraînements pratiqués dans les entreprises. En outre, ces tenues et matériels peuvent être complétés, si besoin, par les moyens disponibles dans d'autres centres de secours. Dans le même ordre d'idée, il peut être fait appel aux sapeurs-pompiers des autres unités. Le niveau d'expertise des sapeurs-pompiers de Béziers va jusqu'à RCH2 +, sachant que le niveau maximal de formation en chimie est RCH3. Ainsi, les performances du centre de Béziers sont maintenant reconnues comme étant supérieures à celui de Montpellier.

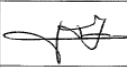
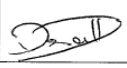


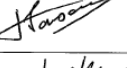



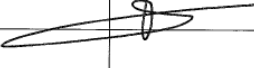
M. le sous-préfet s'en félicite et met en exergue la ferme volonté de rompre avec la réputation de bassin à risques chimiques non maîtrisés. Au contraire, le secteur est maintenant perçu comme ayant développé sa compétence en la matière.

Le Commandant Jérôme BONNAFOUS annonce qu'un spectromètre de masse sera affecté à l'Hérault en 2013. De plus, deux experts chimistes ont été recrutés.

*La séance est levée à 12 heures 55.*

**Comité local d'information et concertation CAPISCOLE**  
Réunion du 20 juin 2012

NOM Prénom	Qualité / Organisme	signature	téléphone	Courriel
VIALLE Philippe	DREAL LR		04.344.667.08	philippe.vialle@developpement-durable.gouv.fr
CASTEL Pierre	DREAL LR			pierre.castel@developpement-durable.gouv.fr
CARONNEUX Stéphane	DDTP 34		04.34.46.62.23	stephane.caronneux@le-rault.gouv.fr
PERROT Hugues	Eure Niv. de Beziers		04 67 36 80 99	hugues.perrot@ville-beziers.fr
CLAVIJO Robert	Comité Intercomm. du M.N.L.E		04 67 76 28 56	robert.clavijo0667@orange.fr
MINGUEZ Jean	Superviseur Entrepôts Consortis Minguez		04 67 62 31 53	entrepots.consortis.minguez@orange.fr
POUJOL Eric	Conseiller Sécurité Environnement		0467 49 55 53	eric.poujol@gazechim.fr
DUCHIRON Valérie	Chargé de mission CABN		04 95 41 33 72	valerie.duchiron@beziers-agglo.fr
DOMENS Stéphanie	Responsable DISE		04 67 35 50 03	stephanie.domens@stbrm-forum675.com
de Fauter Nicolas	SS de Beziers			
CARDIUS Emel	Off. Cal. Sans Péri. de Beziers		04.67.36.70.50	emel.garnille@le-rault.gouv.fr

NOM Prénom	Qualité / Organisme	signature	téléphone	Courriel
GALTIER JP.	DREAL Comite' Montimoran		06 60 91 09 80	jean.pierre.galtier@le-rault.fr
DESOUTHER Vimar	SIAPC Préfecture Montpellier		04-64-61-60-48	vimar.desoutier@le-rault.gouv.fr
JOLYNE DANNEE	Prof 34 / SIAPC		04.67.62.60.46	joelyne.danneke@le-rault.gouv.fr
DENIS Florian	Chargé Ais. à l'Escal / RFF		04 93 52 83 99	florian.denis@rff.fr
MONSONIS Alain	Maire adjoint Ville de Beziers		0634896938	alain.monsonis@ville-beziers.fr
VAN-CANEGHEN CYRIL	Dir. SDR formation		0467355004	
GUTKNECHT Nathalie	Ville de Beziers Direction Environnement		04.67.36.81.37	nathalie.gutknecht@ville-beziers.fr
SEGARD Sandrine	Ville de BEZIERES Dir. Environnement et Qualité de l'Energie		04.67.36.80.56	sandrine.segard@ville-beziers.fr
BOUAFIAUX Jérôme	SDIS de l'Hérault CSP de Beziers		06.32.54.87.26	jerome.bouafiaux@sd34.org